

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 mars 2021

PROPOSITION DE LOI**améliorant le montant de la pension minimum
de certains conjoints aidants****AVIS DE LA COUR DES COMPTES**

*Voir:*Doc 55 **0169/ (S.E. 2019):**

001: Proposition de loi de Mme Muylle et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 maart 2021

WETSVOORSTEL**tot verbetering van het minimumpensioen
voor sommige meewerkende echtgenoten****ADVIES VAN HET REKENHOF**

*Zie:*Doc 55 **0169/ (B.Z. 2019):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Muylle c.s.

04272

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Traduction SB/NC

Avis sur l'incidence budgétaire de la proposition de loi améliorant le montant de la pension minimum de certains conjoints aidants (n° 55 0169/001) – approuvé le 17 mars 2021 par l'assemblée générale de la Cour des comptes

1 Demande d'avis

Par lettre du 3 février 2021, la présidente de la Chambre des représentants a, conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, demandé à la Cour des comptes de procéder à une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes qu'entraînerait l'adoption de la proposition de loi suivante :

Proposition de loi améliorant le montant de la pension minimum de certains conjoints aidants (doc. parl., Chambre, 16 juillet 2019, DOC 55 0169/001, www.lachambre.be).

2 Contenu de la proposition de loi

La proposition de loi, identique à des propositions précédentes¹, vise à améliorer la pension attribuée aux conjoints aidants qui ont été obligatoirement assujettis au « maxi-statut » dans le régime des travailleurs indépendants à partir du 1^{er} juillet 2005. Concrètement, cette proposition concerne les conjoints aidants nés après 1955 et donc âgés de moins de 50 ans à cette date-là.

L'objectif est d'octroyer également à ces conjoints aidants le droit à une pension minimum. Celle-ci est uniquement versée s'ils justifient d'au moins deux tiers d'une carrière complète, en comptabilisant aussi bien les années dans le régime des travailleurs indépendants que celles dans le régime des travailleurs salariés.

En raison de la condition liée à l'âge, soit 50 ans en 2005, certains conjoints aidants ne peuvent toutefois pas justifier des 30 ans de carrière requis ; par conséquent, certains d'entre eux paient davantage de cotisations sociales sans que cela se traduise par le paiement d'une pension plus élevée. L'octroi de la pension de retraite aux personnes mariées s'accompagne toujours d'un examen de la situation financière la plus avantageuse : le versement d'une pension de ménage dans le chef d'un des deux partenaires ou l'allocation de deux pensions individuelles. Le système le plus avantageux est appliqué. Selon les auteurs de la proposition, l'octroi de la pension de ménage est le plus avantageux dans de nombreuses situations, malgré le paiement de cotisations et la constitution d'une pension par les conjoints aidants dans le maxi-statut. Le paiement de cotisations plus élevées au niveau du ménage en raison de l'assujettissement au maxi-statut ne déboucherait donc pas sur une pension d'un montant plus important pour le ménage. Tel serait le cas lorsque le (la) conjoint(e) aidant(e) a une carrière trop courte, soit de moins de 30 ans, ne permettant pas de solliciter le bénéfice de la pension minimum et lorsque les revenus du ménage sont modestes.

Afin d'y remédier, pour les conjoints capables de justifier d'une carrière d'au moins 15 ans, en ce qui concerne le respect de la condition de deux tiers d'une carrière complète, il serait également tenu compte des années d'activité antérieures à 2005 pour lesquelles il n'y avait

¹ Voir les propositions de loi du 22 janvier 2013 (n° 53 2611/001) et du 25 septembre 2014 (n° 54 0326/001).



pas d'assujettissement au statut des travailleurs indépendants. Une cotisation forfaitaire encore à déterminer par arrêté royal devrait toutefois être payée à cet effet.

3 Avis du Comité général de gestion et du Service fédéral des pensions

À la demande de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions de la Chambre des représentants, le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants (CGG) et le Service fédéral des pensions (SFP) et son comité de gestion ont émis un avis sur cette proposition de loi.

3.1 Avis du CGG

Dans son avis 2021/03 du 18 février 2021, le CGG reconnaît le problème exposé selon lequel les conjoints aidants nés entre 1956 et mai 1968², malgré leur assujettissement obligatoire et le paiement de cotisations dans le maxi-statut et d'éventuelles années d'activité effective antérieures à l'assujettissement obligatoire de conjoints aidants au statut social (pour lesquelles il était impossible de constituer des droits de pension individuelle), ne peuvent jamais presser suffisamment d'années de carrière comptant pour le calcul de la pension pour ouvrir un droit individuel à une pension minimum, avec pour conséquence que des cotisations peuvent avoir été payées sans qu'elles donnent droit à une pension supérieure.

Outre une série de précisions générales et le fait que la possibilité d'une régularisation de la situation a déjà été offerte par le passé aux conjoints aidants, sans qu'elle rencontre par ailleurs beaucoup de succès³, l'avis souligne plusieurs inconvénients importants. Tant un système de paiement d'une cotisation de régularisation forfaitaire pour relever le nombre d'années de carrière donnant droit à la pension que l'autre solution consistant à ne racheter que des années de carrière pour avoir accès à la pension minimum, calculée toutefois en fonction de la carrière réelle, entraînent des déséquilibres. Les conjoints aidants ayant une courte carrière donnant droit à la pension (un peu plus de 15 ans) en tireraient moins d'avantages et seraient confrontés à des coûts plus élevés que les conjoints aidants dont la carrière ouvrant des droits à la pension est proche de 30 ans. Une cotisation de régularisation donnerait aussi l'impression d'à nouveau devoir payer des droits à la pension pour lesquels des cotisations ont déjà été versées par le passé via le maxi-statut.

² Selon le CGG, il serait plus correct de délimiter le groupe-cible de la mesure sur la base de l'année de naissance du conjoint aidant plutôt qu'en fonction de son âge au 1^{er} juillet 2005. Il convient aussi de tenir compte de la conséquence du relèvement de l'âge légal de la retraite de 65 à 66 ans (2025) et à 67 ans (2030). Ainsi, les conjoints aidants nés en juin-décembre 1968, 1969 et 1970 et assujettis depuis 2005 au maxi-statut seront encore en mesure d'atteindre la condition de carrière minimale pour l'accès à la pension minimum.

³ Entre fin 2005 et le 31 décembre 2009, les conjoints aidants ont eu la possibilité, à certaines conditions, d'assimiler des périodes d'aide effective en tant que conjoint aidant antérieures au 1^{er} janvier 2003 à une période d'activité professionnelle contre le paiement unique d'une prime par trimestre calendaire à assimiler. La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique de l'époque a répondu à la question parlementaire n° 96 du 17 mars 2010 sur l'utilisation de cette régularisation que seules cinq demandes de régularisation avaient été introduites, dont une avait été approuvée (pour un montant de cotisations de 4.016,62 euros), trois refusées et une était examinée (voir *Ann. Chambre*, Q^RVA 52 103, 20 avril 2010, p. 442-443, www.lachambre.be).



Le CGG n'a dès lors pas réagi davantage à la proposition et a indiqué deux autres pistes possibles⁴. Il n'a pas non plus établi de nouvelle estimation par rapport à l'avis 2013/06 du 26 avril 2013 concernant une version précédente de cette proposition de loi du 22 janvier 2013 (voir ci-dessous).

3.2 Avis du SFP

Dans son avis, le SFP et son comité de gestion constatent que la proposition de loi ne prend en considération les années antérieures au 1^{er} juillet 2005 pour lesquelles une cotisation forfaitaire est payée pour la fixation de la condition liée à la carrière en vue de l'ouverture du droit à la pension minimum que dans le régime des travailleurs indépendants mais pas dans celui des travailleurs salariés (en cas de carrière mixte comme salarié et conjoint aidant⁵). Les années validées ne comptent pas non plus pour le calcul de la pension minimum ou l'ouverture du droit à une pension de retraite anticipée. Le SFP indique par ailleurs que la proposition ne prend pas davantage en considération la possibilité de prendre une pension de retraite anticipée. Enfin, il attire l'attention sur une possible erreur technique⁶.

4 Estimation

Dans son premier avis sur la proposition similaire introduite en 2013, le CGG avait calculé un coût maximal de 603,3 millions d'euros sur la période allant de 2021 à 2075 pour 14.405 personnes possibles. Ce calcul avait alors été considéré comme très théorique et ne tenait notamment pas compte de la carrière précédente comme travailleur salarié ou indépendant avant 2005⁷. Le coût final réel dépendait aussi du taux d'adhésion (alors fixé à 30 % sur proposition du *Boerenbond*, soit environ 181 millions d'euros) et du montant de la cotisation forfaitaire dont les modalités n'étaient pas connues.

Il est possible de déduire des avis susmentionnés que ni le CGG, ni le SFP et son comité de gestion ne se montrent récalcitrants à une solution au problème soulevé, mais que la proposition de loi comprend malgré tout une série de manquements. C'est la raison pour laquelle ils n'ont pas établi de nouvelle estimation.

⁴ D'une part, l'octroi d'un complément de pension par année de carrière, soit le fait de compléter la pension du ménage par un supplément de revenus forfaitaire par année de carrière prestée par le (la) conjoint(e) aidant(e) et, d'autre part, une adaptation de la période de référence pour le calcul de la condition de carrière minimale permettant éventuellement de choisir à l'avenir de calculer la condition liée à deux tiers d'une carrière complète sur la base des années de carrière à partir de 2003, soit le moment auquel le groupe concerné a pu commencer à cotiser.

⁵ Le SFP indique que, lors de la fixation de la condition de deux tiers d'une carrière complète (30 ans), outre la carrière en tant que salarié, il est exclusivement tenu compte des périodes d'assujettissement en tant qu'indépendant prises en considération pour les prestations dans le régime des pensions des travailleurs indépendants en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. La mesure ne permet pas de solliciter une pension minimum garantie à charge du régime des travailleurs salariés.

⁶ L'allocation d'une pension minimum en tant qu'indépendant est régie par l'article 131ter de la loi du 15 mai 1984 pour les pensions prenant effectivement cours pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2015. La disposition présentée devrait donc être insérée dans cet article plutôt qu'à l'article 131bis.

⁷ En outre, il était également fait référence à la possibilité de carrières trop courtes dans le maxi-statut, aux années de carrière démontrables insuffisantes comme conjoint aidant avant 2005 et aux décès possibles susceptibles de faire diminuer le nombre d'ayants droit.



La Cour des comptes peut se rallier à ce point de vue. Une série d'éléments comme l'incidence éventuelle sur la pension minimum du travailleur salarié, la possibilité de prendre une pension anticipée, etc. devraient être précisés et la proposition doit également être adaptée techniquement à différents égards. De plus, une nouvelle estimation, outre le fait que les données de base utilisées à l'époque, comme le nombre de personnes concernées et le montant de la pension minimum, doivent être adaptées, conduit à ce stade aux mêmes lacunes qu'en 2013⁸. Ainsi, le taux d'adhésion dépendra fortement du montant de la cotisation forfaitaire encore inconnu jusqu'à présent. Ce dernier aspect, au vu du succès plutôt limité rencontré par la possibilité de régularisation lors de l'instauration du maxi-statut, représente une donnée importante.

5 Conclusion

Compte tenu des remarques techniques et de fond du CGG et du SFP, de l'absence d'un mode de calcul de la cotisation forfaitaire et d'informations sur la carrière avant 2015, la Cour des comptes estime qu'il n'est pas possible d'établir une estimation budgétaire fiable.

⁸ Le responsable des estimations dans le statut des travailleurs indépendants a encore confirmé ne pas disposer des informations sur la carrière des conjoints aidants avant l'instauration du maxi-statut.



Advies over de budgettaire impact van het wetsvoorstel tot verbetering van het minimumpensioen voor sommige meewerkende echtgenoten (nr. 55 0169/001) – goedgekeurd op 17 maart 2021 door de algemene vergadering van het Rekenhof

1 Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aan het Rekenhof met een brief van 3 februari 2021 gevraagd om, overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer, de nieuwe uitgaven of minderontvangsten te ramen die de goedkeuring van onderstaand wetsvoorstel als gevolg zou hebben:

Wetsvoorstel tot verbetering van het minimumpensioen voor sommige meewerkende echtgenoten (Parl. St. Kamer, 16 juli 2019, DOC 55 0169/001, www.dekamer.be).

2 Inhoud van het wetsvoorstel

Het wetsvoorstel, dat identiek is aan eerdere voorstellen¹, beoogt een verbetering van het pensioen dat wordt toegekend aan de meewerkende echtgenoten die vanaf 1 juli 2005 verplicht onderworpen werden aan het zogenaamde maxistatuut in het stelsel van de zelfstandigen. Concreet betreft het de meewerkende echtgenoten die na 1955 geboren zijn en dus op die datum minder dan 50 jaar oud waren.

De bedoeling is deze meewerkende echtgenoten ook recht te geven op een minimumpensioen. Dit wordt slechts toegekend voor zover zij ten minste twee derde van een volledige loopbaan bewijzen, waarbij zowel de jaren in het zelfstandigen- als het werknemersstelsel worden geteld.

Door de leeftijdsvoorwaarde van 50 jaar in 2005 kunnen sommige meewerkende echtgenoten echter niet de vereiste loopbaan van 30 jaar bewijzen, wat kan impliceren dat sommigen hogere sociale bijdragen betalen, maar dit niet zal worden vertaald in de uitbetaling van een hoger pensioen. Bij de toekenning van het rustpensioen aan gehuwden is het zo dat steeds wordt nagegaan welke situatie financieel de meest gunstige is: de toekenning van een gezinspensioen in hoofde van één van beide partners of de toekenning van twee individuele pensioenen. Het gunstigste systeem wordt toegepast. De indieners van het voorstel stellen dat, ondanks de bijdragebetaling en pensioenopbouw van de meewerkende echtgenoten in het maxistatuut, de toekenning van het gezinspensioen in heel wat situaties toch het meest voordelig is. De hogere bijdragebetaling op gezinsniveau als gevolg van het toetreden tot het maxistatuut zou dus niet leiden tot een hogere pensioenopbrengst op gezinsniveau. Dit zou met name zo zijn wanneer de meewerkende echtgeno(o)t(e) een te korte loopbaan heeft, namelijk minder dan 30 jaar, waardoor men geen beroep kan doen op het minimumpensioen en wanneer de gezinsinkomsten bescheiden zijn.

Om dit te verhelpen zou bij echtgenoten die een loopbaan van tenminste 15 jaar kunnen aantonen, voor wat het bereiken van de voorwaarde van twee derden van een volledige loopbaan betreft, ook rekening worden gehouden met de jaren van activiteit gelegen vóór 2005 en waarvoor er geen onderwerping was aan het statuut van de zelfstandigen. Hiervoor zou wel een nog bij koninklijk besluit te bepalen forfaitaire bijdrage moeten worden betaald.

¹ Zie de wetsvoorstellen van 22 januari 2013 (nr. 53 2611/001) en van 25 september 2014 (nr. 54 0326/001).



3 Adviezen van het Algemeen Beheerscomité en de Federale Pensioendienst

Op verzoek van de commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers hebben zowel het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen (ABC) als de Federale Pensioendienst (FDP) en zijn beheerscomité een advies uitgebracht over dit wetsvoorstel.

3.1 Advies van het ABC

In zijn advies 2021/03 van 18 februari 2021 erkent het ABC de geschetste problematiek dat meewerkende echtgenoten geboren tussen 1956 en mei 1968² ondanks hun verplichte onderwerping en bijdragebetaling in het maxistatuut en eventuele jaren van effectieve activiteit voorafgaand aan de verplichte onderwerping van meewerkende echtgenoten aan het sociaal statuut (waarvoor geen mogelijkheid was tot opbouw van individuele pensioenrechten) nooit voldoende pensioenvormende loopbaanjaren kunnen presteren om een individueel recht op een minimumpensioen te openen, waardoor dit er toe kan leiden dat bijdragen werden betaald die niet kunnen leiden tot een hoger pensioen.

Naast een aantal algemene nuanceringen en het gegeven dat in het verleden al aan meewerkende echtgenoten de mogelijkheid werd geboden om de toestand te regulariseren, welke overigens weinig succes had³, wijst het advies op een aantal belangrijke nadelen. Zowel een systeem waarbij een forfaitaire regularisatiebijdrage zou worden betaald om het aantal pensioenvormende loopbaanjaren op te trekken als het alternatief waarbij men enkel loopbaanjaren afkoopt om toegang te krijgen tot het minimumpensioen maar waarbij het minimumpensioen zelf berekend wordt op basis van de werkelijke loopbaan, leiden tot onevenwichten. Meewerkende echtgenoten met een korte pensioenvormende loopbaan (dicht boven de 15 jaar) zouden minder voordeel hebben en geconfronteerd worden met hogere kosten ten opzichte van de meewerkende echtgenoten waarvan de pensioenvormende loopbaan 30 jaar benadert. Een regularisatiebijdrage zou daarnaast ook de indruk doen ontstaan dat opnieuw moet worden bijbetaald voor pensioenrechten waarvoor in het verleden al werd bijgedragen via het maxistatuut.

² Volgens het ABC zou het correcter zijn om de doelgroep van de maatregel af te bakenen op basis van het geboortjaar van de meewerkende echtgenoten in plaats van op hun leeftijd op 1 juli 2005. Hierbij moet ook rekening worden gehouden met het gevolg van het optrekken van de wettelijke pensioenleeftijd van 65 naar 66 jaar (2025) en 67 jaar (2030). Hierdoor zullen meewerkende echtgenoten geboren in de periode juni – december 1968, 1969 en 1970 en sinds 2005 aangesloten in het maxistatuut, alsnog in staat zijn om de minimale loopbaanvoorwaarde voor de toegang tot het minimumpensioen te bereiken.

³ Tussen eind 2005 en 31 december 2009 kregen meewerkende echtgenoten onder bepaalde voorwaarden de mogelijkheid om periodes van effectieve hulp als meewerkende echtgenoot gelegen vóór 1 januari 2003, te laten gelijkstellen met een periode van beroepsactiviteit in ruil voor een éénmalige betaling van een premie per gelijk te stellen kalenderkwartaal. De toenmalige minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid antwoordde op een parlementaire vraag nr. 96 van 17 maart 2010 over het gebruik van deze regularisatie dat slechts 5 aanvragen tot regularisatie werden ingediend waarvan 1 werd goedgekeurd (4.016,62 euro aan bijdragen), 3 geweigerd en 1 in onderzoek was (zie *Hand. Kamer*, QRVA 52 103, 20 april 2010, p. 442-443, www.dekamer.be).



Het ABC ging dan ook niet verder in op het voorstel en wees op twee mogelijke alternatieve pistes⁴. Ten opzichte van een advies 2013/06 van 26 april 2013 op een eerdere versie van dit wetsvoorstel van 22 januari 2013 (zie verder) stelde het ook geen nieuwe raming op.

3.2 Advies van de FPD

In zijn advies stelt de FPD en zijn beheerscomité vast dat het wetsvoorstel de jaren vóór 1 juli 2005 waarvoor een forfaitaire bijdrage wordt betaald alleen in aanmerking neemt voor de vaststelling van de loopbaanvoorwaarde voor de opening van het recht op het minimumpensioen in het zelfstandigenstelsel maar niet in het werknemersstelsel (in het geval van een gemengde loopbaan als werknemer en meewerkende echtgeno(o)t(e)⁵). De gevalideerde jaren tellen ook niet mee voor de berekening van het minimumpensioen of de opening van het recht op een vervroegd rustpensioen. De FDP wijst er overigens op dat het voorstel ook geen rekening houdt met de mogelijkheid om een vervroegd rustpensioen op te nemen. Ten slotte wijst het op een mogelijke technische vergissing⁶.

4 Raming

In zijn eerste advies over het gelijkaardige voorstel ingediend in 2013 berekende het ABC een maximale kostprijs van 603,3 miljoen euro over de periode 2021 tot 2075 voor 14.405 mogelijke personen. Deze berekening werd toen als zeer theoretisch beschouwd en hield o.a. geen rekening met de voorafgaande loopbaan als werknemer of zelfstandige vóór 2005⁷. De werkelijke uiteindelijke kostprijs was ook afhankelijk van het toetredingspercentage (toen op voorstel van de Boerenbond bepaald op 30%, wat zou leiden tot ongeveer 181 miljoen euro) en de hoogte van de forfaitaire bijdrage waarvan de modaliteiten niet waren gekend.

Uit de bovenvermelde adviezen kan worden afgeleid dat zowel het ABC als de FPD en zijn beheerscomité zeker niet weigerachtig staan ten opzichte van een oplossing voor het opgeworpen probleem maar dat het wetsvoorstel toch een aantal tekortkomingen bevat. Daarom hebben zij bij voorliggende wetsvoorstel geen nieuwe raming opgesteld.

Het Rekenhof kan dit standpunt bijtreden. Mogelijk moeten een aantal zaken zoals de eventuele impact op het minimum werknemerspensioen, op het opnemen van een vervroegd pensioen, enz. verder worden uitgeklaard en moet het voorstel ook technisch nog op verschillende vlakken worden aangepast. Daarnaast leidt een nieuwe raming, naast het gegeven

⁴ Enerzijds het toekennen van een pensioencomplement per loopbaanjaar, zijnde het aanvullen van het gezinspensioen met een forfaitair inkomenssupplement per loopbaanjaar dat door de meewerkende echtgeno(o)t(e) werd gepresteerd en anderzijds een aanpassing van de referentieperiode voor de berekening van de minimale loopbaanvoorwaarde waarbij men zou kunnen opteren om de twee derde loopbaanvoorwaarde in de toekomst te berekenen op basis van de loopbaanjaren vanaf 2003, nl. het moment waarop de betrokken groep kon beginnen bijdragen.

⁵ De FPD wijst erop dat bij de vaststelling van de vereiste loopbaanvoorwaarde van twee derde van een volledige loopbaan (30 jaar) naast de loopbaan als werknemer uitsluitend rekening wordt gehouden met de periodes van onderwerping als zelfstandige die krachtens enig wettelijke of reglementaire bepaling in aanmerking worden genomen voor prestaties in de pensioenregeling voor zelfstandigen. Er kan via het gebruik van de maatregel geen aanspraak worden gemaakt op een gewaarborgd minimumpensioen ten laste van het werknemersstelsel.

⁶ De toekenning van een minimumpensioen als zelfstandige wordt voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2015 ingaan geregeld door het artikel 131ter van de wet van 15 mei 1984. Aldus zou de voorgestelde bepaling hierin moeten worden toegevoegd en niet in het artikel 131bis van deze wet.

⁷ Daarnaast werd ook gewezen op de mogelijkheid van te korte loopbanen in het maxisatuu, onvoldoende aantoonbare loopbaanjaren als meewerkende echtgeno(o)t(e) vóór 2005 en mogelijke overlijdens die het aantal rechthebbenden zouden kunnen doen afnemen.



dat de toen gebruikte basisgegevens zoals het aantal betrokkenen en de hoogte van het minimumpensioen moeten worden aangepast, in dit stadium tot dezelfde onvolkomenheden als in 2013⁸. Zo zal ook het toetredingspercentage sterk afhankelijk zijn van de hoogte van de forfaitaire bijdrage die tot dusver ongekend is. Dit laatste aspect is, gezien het eerder beperkte succes van de regularisatiemogelijkheid bij de ingang van het maxistatuut, toch een belangrijk gegeven.

5 Conclusie

Rekening houdend met de inhoudelijke en technische opmerkingen van zowel het ABC als de FDP, het gebrek aan een berekeningswijze van de forfaitaire bijdrage en aan informatie over de loopbaan vóór 2015, is het Rekenhof van oordeel dat er geen betrouwbare budgettaire raming kan worden opgesteld.

⁸ De verantwoordelijke voor de ramingen in het zelfstandigenstatuut bevestigde nog steeds niet te beschikken over de informatie over de loopbaan van de meewerkende echtgenoten vóór de invoering van het maxistatuut.